

En Communauté française, ce sera une majorité MR-CDH - Défi ou la paralysie

■ Le président du MR, Olivier Chastel, a exclu vendredi l'idée de gouverner avec le PS jusqu'aux élections de 2019.

Le brouillard se lève peu à peu. On commence à entrevoir de quoi sera fait l'avenir des trois entités francophones du pays, jusqu'aux élections de 2019. Y compris, depuis ce vendredi, en Communauté française.

En Wallonie, les jeux sont faits. Après l'appel lancé le 19 juin par Benoît Lutgen, président du CDH, à former des majorités sans le PS, un gouvernement MR-CDH a vu le jour en Région wallonne fin juillet. A Bruxelles, en revanche, Défi ne compte pas modifier l'alliance en place (PS, Défi, CDH, VLD, SP.A, CD&V).

Reste la Communauté française (aussi appelée Fédération Wallonie-Bruxelles) pour qui les choses se précisent. "Si on estime qu'on a besoin de nous, ce sera sans le PS", a déclaré le président du MR, Olivier Chastel, dans "Le Soir" de vendredi. "Je ne m'inscrirai pas pour remettre le PS en selle à la Fédération. Pour les 18 mois de législature qui restent, et après avoir été écarté par le PS en 2014, je ne participerai pas à un gouvernement avec le PS." Limpide. Cohérent aussi en regard des gouvernements wallon et fédéral auxquels les libéraux participent sans les socialistes.

"J'invite le CDH et Défi à prendre leurs responsabilités, à se mettre autour d'une table, dans l'intérêt des francophones, sans arrière-pensée. C'est le type de majorité parlementaire que je préconise", insiste M. Chastel, manifestement clair dans ses intentions. "Et si Défi ne veut pas de ce type de majorité, j'en prendrai acte. Moi, je ne monterai pas dans un autre type de gouvernement."

Maingain a été pris de vitesse

On le sait, le président de Défi, Olivier Maingain, a toutes les cartes en main. Il a promis de formuler une proposition pour la Communauté française autour du 20 août. On y est presque. Ce que le président du MR vient de faire, c'est de lui couper l'herbe sous le pied en fixant d'abord ses propres conditions. En politique, un grand principe consiste à garder la main, à forcer les autres formations à se positionner en fonction de vous. Olivier Chastel vient habilement de l'appliquer.

Quoi qu'il en soit, avec sa sortie, il ne reste dé-

sormais plus que deux scénarios possibles pour la Communauté française. Soit un gouvernement MR-CDH-Défi. Soit le statu quo, c'est-à-dire la continuation de l'exécutif PS-CDH, probablement synonyme de paralysie.

1 Une courte majorité MR-CDH-Défi.

La donne est simple. Sans le PS et sans Ecolo, qui entend rester dans l'opposition, la seule majorité possible dans l'hémicycle francophone est celle associant le MR (trente députés), le CDH (seize) et Défi (trois). Soit 49 sièges sur 94.

Olivier Maingain pourrait-il adhérer à ce scénario ? Rien n'est moins sûr, selon des confidences glanées par "La Libre". Il n'empêche, la piste reste crédible. M. Maingain, que l'on sait proche des socialistes bruxellois, leur a donné des gages de fidélité en sauvant le gouvernement bruxellois. Cela devrait suffire pour bétonner de futures alliances communales en 2018, voire régionales en 2019, entre les deux partis.

Deuxièmement, Défi, héritier du francophonisme FDF, est particulièrement attaché à l'institution communautaire. Si celle-ci devait se retrouver sans majorité stable, cela la fragiliserait sensiblement. Ce ne serait pas du goût d'Olivier Maingain même si la responsabilité de la crise incombe au CDH alors qu'il a justement l'opportunité d'y imprimer sa marque.

Enfin, le discours du président amarante semble avoir évolué. Fin juillet, il se prononçait dans la presse en faveur d'une sorte de gouvernement d'unité francophone, un méga-exécutif associant les partis des majorités wallonne (MR-CDH) et bruxelloise (PS-Défi-CDH). On sait à présent qu'Olivier Chastel rejette cette idée. Mais il y a dix jours, dans une autre interview, M. Maingain n'évoquait plus que l'entrée de son parti dans le gouvernement francophone, sans autre précision.

Faut-il y voir une ouverture ? Difficile à dire pour le moment. Les contacts entre le binôme Lutgen-Chastel et le patron de Défi ont été rares, voire inexistantes, pendant ces trois dernières semaines de vacances. On devrait en savoir plus dans les prochains jours.

2 Le statu quo PS-CDH et la parole au Parlement

Finalement, pourquoi Défi refuserait-il la proposition du MR ? Pour au moins deux raisons. Premièrement, Olivier Maingain a fixé comme préalable à toute négociation gouvernementale la fixation de nouvelles mesures de gouvernance, dont la mise à l'écart des députés inculpés. Peu probable que le MR et le CDH le suivent. Deuxièmement, les relations entre M. Maingain et de nombreux libéraux (dont le Premier ministre Charles Michel) sont très mauvaises; et elles viennent de nettement se dégrader avec les humanistes, singulièrement Benoît Lutgen.

Imaginons donc qu'Olivier Maingain envoie balader le président des libéraux. Dans ce cas, inutile de compter sur M. Lutgen pour le faire monter dans l'exécutif actuel PS-CDH. Le Bastognard n'aurait aucune raison de le faire puisqu'il ne veut plus gouverner avec les socialistes et que le président de Défi refuse de modifier la majorité bruxelloise. Pas de cadeau.

Bref, ce serait l'impasse. Le gouvernement actuel resterait en place, mais sans la confiance nécessaire à la mise en place de nouveaux projets. La paralysie menacerait.

L'échappatoire possible consisterait à donner la main au Parlement. Il serait chargé de dégager des accords entre les groupes politiques, au rythme de majorités mouvantes, sur quelques dossiers importants. Par exemple, le statut des accueillantes d'enfants ou le pacte pour un enseignement d'excellence (lequel, paradoxalement, pourrait en sortir renforcé s'il recevait un large soutien parlementaire). Ecolo est prêt à jouer dans cette pièce.

Les prévisions politiques semblent donc avoir gagné en précision ces derniers jours. A Monsieur "météo" Maingain d'en donner les derniers détails pour la Communauté française.

Antoine Clevers